

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

VENDREDI 17

SAMEDI 18

OCTOBRE

1975

N° 15

1,50 F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

## CHATELLERAULT les vedettes du cirque électoral sur le terrain

suite p.4

Chatellerault, hier soir : « le rendez-vous des ténors de la politique... presque le centre de la France » dit la télé. Poniatoski/Chirac contre Mitterrand/Mauroy. Le décor est planté, les projecteurs sont braqués. Ne se croirait-on pas revenu aux Présidentielles de 74, avec le duel Mitterrand/Giscard ?

Et si, comme en 74, malgré l'aggravation de la crise, il nous est donné d'assister à un tel spectacle, n'est-ce pas la preuve que, dans notre pays, la démocratie se porte bien ? C'est en tout cas ce qu'on veut bien nous suggérer.

Mais où sont les vrais problèmes des travailleurs, dans toute cette mise en scène ? Le scénario nous propose-t-il autre chose que la préparation des prochaines élections, le « duel » de Chatellerault nous signalant que le départ est déjà pris par ces Messieurs !

Abelin sera-t-il le vainqueur, dimanche ? Le ministre de l'affaire Claustre, qui a beaucoup fait pour le pillage du Tiers Monde, à la tête d'innombrables sociétés, cet administrateur d'ITT, société qui a participé au

coup d'Etat fasciste du Chili, a sans doute ses chances.

En tout cas, le scrutin promet d'être serré. Aussi les grandes vedettes cherchent à rallier, chacun pour son parti, la masse des abstentionnistes : 36 % dimanche dernier au lieu de 20 % en mars 73.

En se déplaçant pour Abelin, le chef de l'UDR et le chef des Républicains Indépendants veulent que le scrutin de dimanche fasse la preuve de la force de la majorité actuelle fondée sur l'union de leurs deux partis et élargie au centre démocrate, depuis les Présidentielles. Une force qui n'était pas probante dimanche, Abelin, leur candidat ayant perdu presque le tiers de ses voix par rapport à 73.

Mitterrand, pour sa part, espère bien que la progression électorale de son parti sera confirmée, et que le PS s'affirmera un peu plus comme le premier parti de la gauche, capable de participer à une majorité de rechange, avec ou sans le PCF.

Les leaders du PCF, eux, n'ont pas eu besoin de faire le voyage de Chatellerault puisque leur parti, perdant dimanche, a dû se

## un premier recul LE POLICIER MEURTRIER DE DIAB RENVOYE AUX ASSISES

Bien avant 14 h, heure annoncée pour le verdict du Tribunal de Versailles, la salle d'audience se remplit. Au premier rang, la famille et les amis de Mohamed, mais aussi beaucoup de travailleurs immigrés et français. Les policiers présents sont nerveux. Craignent-ils le sort qui sera réservé à leur « collègue », ou la colère des travailleurs ?

Brusquement, c'est le silence : le tribunal entre. Dans ce langage judiciaire que personne ne comprend, le juge Diet explique : « Il n'y a pas de lien de cause à effet entre les fautes professionnelles commises par Marquet et le tir. Il y a eu intention d'homicide ». Autrement dit, la thèse « d'homicide involontaire » est rejetée. Conclu-

sion : « rejoignant l'incident au fond, le tribunal se déclare incompétent ».

Marquet sera donc jugé en Assises. Dans la salle, c'est un tonnerre d'applaudissements.

A la sortie de la salle, Fatna, sœur de Mohamed, prend la parole : « Nous avons obtenu une première victoire. Merci à tous les travailleurs qui sont venus. Mais n'oubliez pas : il y a toujours des crimes racistes, et les meurtriers courent encore. Venez nombreux au procès d'Assises, pour en faire le procès du racisme ».

Tout n'est pas gagné pour autant. Il reste une possibilité d'appel, et le procès ne viendra pas avant six mois.

suite p.4



MOHAMMED DIAB



lire page 8  
la fin  
du reportage  
de Jean Paul Gay  
au LIBAN

## greve nationale dans les mines



voir p.5

## GISCARD EN URSS tourisme force

suite p.4

Ainsi donc, il aura fallu à Giscard attendre le bon vouloir de la direction soviétique pour pouvoir à nouveau, aujourd'hui, rencontrer Brejnev, après leur première réunion de mardi. La maladie, réelle ou imaginaire, de Brejnev, évoquée par certains commentateurs, a bon dos ; étrange épidémie, en effet, que celle qui est venue en même temps frapper le ministre des affaires étrangères Gromyko et tous les interlocuteurs des ministres français au cours de la journée de mercredi. Au reste, Moscou n'a même pas cru nécessaire d'avancer ce prétexte, ou un autre.

Non, il faut bien en venir à l'explication politique : les divergences qui se sont manifestées au cours de la rencontre de mardi et

qui, on le sait, portaient au moins sur deux points, soulignés dans leurs discours par les deux interlocuteurs : la question du désarmement en Europe et celle de la « détente idéologique ». Elles ont paru suffisamment importantes aux dirigeants soviétiques pour qu'ils infligent à leur hôte cette pénitence de 48 heures.

En attendant, Giscard fait du tourisme, et l'énorme appareil de presse, radio et télévision déplacé pour la circonstance tourne à vide, essayant de nous faire patienter avec des vètilles. La « sérénité » affichée par Giscard en la circonstance cache mal que l'attitude soviétique constitue un affront à un chef d'Etat, sans précédent depuis de nombreuses années à Moscou.



dans notre courrier

UN JEUNE TRAVAILLEUR DU FOYER MENILMONTANT-PARIS

« En ouvrant mon Quotidien du Peuple mardi, j'attendais quelque chose sur la manifestation à Paris des partisans de Franco... »

A propos de la manifestation franquiste, tu as parfaitement raison de souligner ce manque. Le camarade qui était sur place n'a pas pu revenir à temps au journal... »

UNE CAISSIERE DE CARREFOUR DE NANTES

« Cette semaine, CARREFOUR fête son anniversaire... »

« CARREFOUR reprend 500 F, votre téléviseur contre l'achat d'un télé couleur... »

« Tant pis pour les bénéficiaires, tant mieux pour les clients... »

« Que ne ferait-on pas pour nos amis clients ? »

« Ou plutôt que n'inventerait-on pas pour vider au maximum les porte-monnaies de ceux qui ont tant de mal à le remplir... »

« Au cours de cette « semaine anniversaire » il y avait en effet des « prix anniversaire » et de nombreux lots à gagner... »

« Entre autres : 6 télé couleurs, 6 lave-vaisselles, 6 congélateurs, 6 caméras, 6 vélos... »

« et pour couronner le tout une CX 2000, « la voiture de vos rêves » ! Non, monsieur le Directeur, tous ces « cadeaux » si gracieusement offerts, ne vous coûtent pas très cher... »

communiqués

MEETING CONTRE LA REPRESSION EN TUNISIE

Vendredi 17 octobre, à 20h30

Mutualité - rue St. Victor - M. Maubert Mutualité à l'appel de EL AMEL TOUNSI

Dimanche 19 octobre, à partir de 14 heures, à la salle FG4, avenue de Pologne, se déroulera une journée de solidarité avec le peuple portugais...

Quelle est la situation au Portugal ? Quelle est la véritable nature du PCSP ? Du PS ? De ces partis qui prétendent défendre la classe ouvrière ?

Telles sont quelques unes des questions brûlantes qui seront débattues à cette journée.

Paris

DEVEZ-VOUS CORRESPONDANT DU JOURNAL

Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos correspondances... QUOTIDIEN DU PEUPLE en télédiction au 208 65 61 PARIS de 8h30 à 13h.

par ceux qui font tourner votre magasin.

Bien sûr, il y avait des « prix anniversaire... Mais qui aujourd'hui peut se permettre d'effectuer ses achats pour un mois à l'avance ?

Toujours les mêmes ! En tout cas certainement pas ceux qui sont au chômage ou qui subissent les réductions d'horaires dans les entreprises !

Toutes ces opérations, qu'elles se nomment anniversaire ou autres, ne sont là que pour faire face à la concurrence qui existe entre les grandes surfaces et pour tenter de camoufler l'escalade des prix.

Ce que veulent les travailleurs, c'est pouvoir acheter à juste prix le fruit de leur travail.

UN LECTEUR DE MARTIGUES

Au sujet de l'article de Loïc Legarrec « Le vieux fusil ».

Il se trouve que je suis très intimement lié avec la population ayant vécu « l'heure allemande » et les « exploits de la division des Reich » dans les environs de Bruniquet et Montrioux, lieux où se déroulent les événements du film.

Une partie de cette population a vu le film projeté pour la circonstance à Montauban elle ne se retrouve pas dans cette mise en scène où l'on fait peu de cas de l'action menée dans les pays conquis.

Vous qui passez par Montrioux, faites un petit détour, rendez vous à Dornano. Là sur un monument, des noms sur la pierre...

« Cette population a durement payé son refus de collaborer avec les nazis, vous imaginerez la part prise par les maquis dans la lutte armée contre l'envahisseur. Parmi eux, pas de bourgeois, seulement des hommes du peuple. »

A.G.

DES MILITANTS CFDT DE L'ASSURANCE (Paris)

Nous vous envoyons des informations sur une brochure d'un gars de la fédération de la chimie, qui est allé en Chine.

Il serait intéressant de faire des articles sur les nationalisations, l'autogestion, en liaison avec ce qui se passe au Portugal.

Nous aimerions aussi qu'on parle du débat « Parti syndicat » qui existe dans la CFDT, dans votre journal.

En ce qui concerne la question des nationalisations, de l'autogestion, c'est effectivement un problème que nous comptons aborder dans le journal.

Après le dernier article sur la situation économique que nous publions aujourd'hui, les reportages que nous publierons dès lundi commencent à faire le point sur les questions politiques qui se posent aujourd'hui face à la crise.

« En ce qui concerne la question des nationalisations, de l'autogestion, c'est effectivement un problème que nous comptons aborder dans le journal. »

Après le dernier article sur la situation économique que nous publions aujourd'hui, les reportages que nous publierons dès lundi commencent à faire le point sur les questions politiques qui se posent aujourd'hui face à la crise.

poursuivre le Quotidien... l'acheter chaque jour au même endroit!

Nous avons déjà expliqué la nécessité d'ajuster patiemment notre réseau de diffusion à nos besoins, et sur les problèmes que cela peut susciter.

Mais ce travail pour lequel de nombreux lecteurs n'hésitent pas à consacrer du temps, risque d'être complètement inefficace si nous avons une politique anarchique dans l'achat du journal. En effet une condition pour que les marchands de journaux prennent au sérieux nos réclamations, c'est qu'ils constatent...

Bon à envoyer au Quotidien du Peuple - service des ventes

Pour pouvoir me procurer le Quotidien du Peuple, chaque jour, à coup sûr, près de mon domicile ou de mon travail,

à la librairie (nom précis de la librairie) au kiosque (nom) de Monsieur (nom) rue (nom) n° (numéro) ville (ville)

Je connais d'autres acheteurs intéressés par le Quotidien. Veuillez donc en mettre en dépôt (nombre)

gagnons la bataille de la diffusion



IL EXISTE

- DES AFFICHES
- DES BANDEAUX
- DES AUTO-COLLANTS
- DES AFFICHETTES POUR LES KIOSQUES.
COMMANDEZ CE MATERIEL. IL EST A VOTRE DISPOSITION !

QUE CHAQUE LECTEUR DEVIENNE UN PROPAGANDISTE DU QUOTIDIEN DU PEUPLE !

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE NE PARAIT PAS LE SAMEDI ET LE DIMANCHE

Le Quotidien du Peuple (publication du PCR (ml)) Adresse postale : BP 225 75 924 Paris cedex 19

CCP n° 23 132 48 F Paris

LA

le P "C" F

Le PCF a mené cette année diverses campagnes contre le gaspillage. Très bien, pensent les travailleurs qui constatent chaque jour que le capitalisme, c'est le gaspillage : chômage, destruction de produits agricoles...

POUR LE PCF, L'IMPORTANT C'EST LA CROISSANCE

En dénonçant le gaspillage, qu'est-ce que le PCF cherche à prouver ? Que le capitalisme est maintenant incapable d'assurer le développement de la production, que la crise est fondée sur cette incapacité. Pour eux, l'important, c'est le développement de la production, la croissance.

Voilà de plus près leur analyse de la crise.

LA CRISE DU CAPITALISME MONOPOLISTE D'ETAT

Se référant aux analyses de Marx sur la baisse du taux de profit, les théoriciens du PCF présentent une théorie de la crise fondée sur 3 thèses.

- La tendance fondamentale du capitalisme, c'est la baisse du taux de profit.

- Le développement du rôle économique de l'Etat (qui caractérise le Capitalisme Monopoliste d'Etat - CME-), a permis pendant un temps (de 1945 à 1970) de faire fonctionner des mécanismes (financement public de l'économie, commandes publiques...) qui provoquent cette baisse sans en supprimer les causes.

- La crise du CME, c'est la faillite de ces mécanismes.

Quelle est la cause de cette faillite ? Ce serait, d'après les propagandistes du programme commun, un gaspillage de l'investissement en machines, que stimule les cadeaux du gouvernement aux monopoles. Ce serait le « blocage des forces productives » qui en résulte.

SITUATION ECONOMIQUE

et la crise

deviennent avec l'aide de l'Etat, les « casseurs de l'économie ».

HISTOIRE ET BAISSSE DU TAUX DE PROFIT

Ce que veulent ignorer les « théoriciens » du PCF, c'est que la loi économique de la baisse du taux de profit ne s'exprime dans la réalité qu'à travers de luttes mettant en jeu les forces sociales (classes, nations).



Le essor des luttes des travailleurs dans les pays capitalistes comme celles des peuples dominés par l'impérialisme, pèse fortement sur le fonctionnement du capitalisme.

- La tendance fondamentale du capitalisme, c'est la baisse du taux de profit. - Le développement du rôle économique de l'Etat (qui caractérise le Capitalisme Monopoliste d'Etat - CME-), a permis pendant un temps (de 1945 à 1970) de faire fonctionner des mécanismes (financement public de l'économie, commandes publiques...) qui provoquent cette baisse sans en supprimer les causes.

- La tendance fondamentale du capitalisme, c'est la baisse du taux de profit. - Le développement du rôle économique de l'Etat (qui caractérise le Capitalisme Monopoliste d'Etat - CME-), a permis pendant un temps (de 1945 à 1970) de faire fonctionner des mécanismes (financement public de l'économie, commandes publiques...) qui provoquent cette baisse sans en supprimer les causes.

CULTE DE L'ECONOMIE ET POLITIQUE REVISIONNISTE

On aurait tort de croire que le PCF commet une erreur d'analyse. Ses thèses ont un sens politique précis.

En effet, lorsqu'il met l'accent sur le blocage de la croissance, la « mutilation » du progrès technique, ce qu'il vise, c'est gagner la confiance des Ingénieurs-Techniciens et Cadres - ITC - (c'est l'unité de l'O.S. à l'ingénieur) : « en se battant pour... »

-3-

Le changement des rapports de production, la classe ouvrière se bat pour le progrès technique et trouve donc un terrain privilégié d'entente avec les ITC (la crise p. 73).

Lorsque le PCF met la lutte de classe à la remorque des exigences de la croissance (capitaliste), c'est le rejet de la révolution qu'il prône. La cible n'est pas la suppression des rapports d'exploitation capitaliste, des rapports de classe, mais l'aménagement de l'économie (le remplacement des monopoles privés par des monopoles d'Etat comme Renault) pour plus d'efficacité.

On peut distinguer trois phases, qui bien sûr, ne doivent pas être dissociées.

LE « LAISSER FAIRE » JUSQU'EN JUIN 74

Au début de 74, la récession est déjà amorcée dans de nombreux pays. La redistribution des forces à l'échelle mondiale est largement entamée.

LA « LUTTE » CONTRE L'INFLATION

Au cours du premier semestre 74, le taux d'inflation (= 8,4 %), atteint un seuil dangereux pour le capitalisme français. En effet, l'inflation est à double tranchant : dans certaines limites, c'est un bon moyen pour récupérer la plus-value, la hausse des salaires étant en retard sur la hausse des prix.

LE BUDGET DE 1975

Il se situe dans la même optique : contrôle des salaires, réduction de créations d'emploi prévues, diminution des investissements publics.

le colloque sur le redéploiement

Au sein même de la bourgeoisie, les difficultés révèlent des contradictions. Il faut préserver son unité de Classe. Aussi, un colloque sur le redéploiement a été organisé du 27 au 29 mai, et réunit des industriels, des hommes d'affaires, des hauts fonctionnaires de l'Etat pour discuter de la nouvelle croissance.

Produire autant ou plus en exploitant davantage des travailleurs moins nombreux. Mais il faut que les travailleurs acceptent que le redéploiement passe obligatoirement par une participation des travailleurs.

LA NAVIGATION A VUE

Dans un monde, où les rapports de force ne sont pas encore nettement définis, le gouvernement ne veut pas engager une politique précise.

le plan de soutien

Le Plan de soutien consiste à réintroduire dans l'économie une masse de 30,5 milliards de francs qui se traduirait par un accroissement de demandes. Comment se répartissent ces 30,5 milliards ?



les travailleurs et la crise



politique

# Giscard en URSS tourisme force

suite de la p. 1

En visite à Kiev, Giscard d'Estaing a comparé son voyage au précédent voyage de De Gaulle. Analogie bien superficielle, et que démentaient les maigres troupes mobilisées pour l'accueillir dans la ville. De De Gaulle à Giscard, la France est devenue pour les dirigeants soviétiques objet de mépris, et l'on peut se permettre de la traiter comme on le voit aujourd'hui ; le rêve de « grandeur », de participation à égalité au partage du monde, aux côtés des deux « grands », que carressait la bourgeoisie française s'est écroulé du fait de sa relative faiblesse économique. Il ne reste plus qu'un impérialisme secondaire, qui tente tant bien que mal de maintenir ses positions, et dont les ressources

sont devenues objet de convoitise pour les super-puissances.

La couleuvre avalée, on discutera aujourd'hui quand même. Un « document politique » sera signé, probablement bien creux. Les traités sur la « coopération » seront également paraphés : les ministres responsables y mettaient hier la dernière main. Nos capitalistes placeront ainsi quelque matériel de plus, décrocheront quelques contrats. L'URSS continue à utiliser la technologie occidentale dans le domaine civil pour mieux consacrer ses efforts à son armement. Voilà le seul terrain sur lequel notre bourgeoisie en crise parvient encore peu ou prou à jouer un « rôle international ».

Jean LERMET

## LE PCF, GISCARD ET BREJNEV

« L'Humanité » d'hier se faisait étrangement discrète sur la visite en cours de Giscard à Moscou. Rendant compte du report à la rencontre entre Brejnev et Giscard, elle retient comme point de divergence la question du « désarmement » en Europe. Elle s'indigne des projets de création d'une « Europe militaire intégrée ». Sur ce terrain, la convergence est tout à fait nette avec les déclarations de Brejnev sur « l'atténuation de l'opposition militaire en Europe ».

Mais un silence complet est fait par les reporters de l'humanité sur la question de « la détente dans la compétition idéologique », pourtant sujet d'une âpre controverse. Il y a de quoi : c'est que le P«C»F lui-même est au centre de cette question. Affaiblissement ou renforcement du soutien accordé par Moscou au P«C»F, telle est en effet la question concrète de la « détente idéologique ».

Lundi, avant le départ de Giscard, le bureau politique du P«C»F se plaignait : « En mars dernier, Jacques Chirac avait pu se livrer à Moscou à une grossière provocation contre notre parti... sans que tous ses propos

soient l'objet d'aucune réprobation publique du côté soviétique ». Mardi, deux initiatives soviétiques venaient répondre à la question posée par le P«C»F : d'une part, Brejnev affirmait à Giscard : « La détente internationale ne se substitue absolument pas à la lutte des idées » ; D'un autre côté, la Pravda rendait compte de la déclaration du BP du P«C»F : fait inhabituel en cas de visite officielle. Mais en la censurant considérablement. Evidemment, sur le chapitre des critiques adressées à la direction soviétique. Mais aussi sur les passages concernant la perspective du P«C»F d'installation d'un gouvernement « de gauche ».

La limite du soutien était ainsi tracée. Plus net qu'autrefois, quand Moscou comptait principalement en France sur les gaullistes. Mais point total : les dirigeants du PCUS prennent en considération l'hypothèse du maintien au pouvoir de l'équipe en place en France, et entendent poursuivre, y compris avec elle, leur entreprise de pénétration en Europe occidentale.

Moscou a deux fers au feu. Et Marchais n'aime pas qu'on en parle.

# CHATELLERAULT les grandes vedettes du cirque electoral

suite de la p. 1

retirer du scrutin. Mme Cresson, du secrétariat national du PS, et « inconnue » dans le département, supplantant Frémontel, traditionnellement en tête de la gauche dans la circonscription ; les efforts du PCF pour « élever la qualité de l'union » sont mal récompensés.

« On ne peut pas être toujours en tête du peloton. Mais... j'ai du fond » : cette boutade « spor-

adive » de Marchais, mardi, à Europe 1, cache mal l'impasse dans laquelle est engagé son parti.

Comment le P«C»F pourrait-il voir augmenter ou même maintenir son audience ? Alors que, face à la volonté de transformations révolutionnaires qui grandit dans notre peuple, il n'a d'autres perspectives à proposer que les pâles réformes d'un « programme commun », auquel

le PS même ne fait plus que timidement référence.

Entre Abelin, ministre de la « Coopération », dont on sait les titres de gloire, et l'aiguisement des contradictions entre partis de gauche pour être le premier dans un prochain gouvernement d'une France capitaliste, les travailleurs de Châtellerault n'ont vraiment pas de quoi s'enthousiasmer pour ce scrutin.

J.P. GAY



suite de la p. 1

On peut s'interroger sur les raisons d'une telle décision du tribunal. La mobilisation des travailleurs, la mise au grand jour des manipulations de la police, y ont largement contribué, ainsi que, peut-être, les contradictions apparues dans l'appareil judiciaire. Un autre verdict, survenant après le jugement libérant Pietkiewicz, aurait suscité une grande colère et aggravé les difficultés de Lecanuet, rendant encore moins crédible sa campagne pour une bonne justice.

Eric Bréhat

Le ciné-club français-immigrés de Viroflay présentera le film réalisé par les Comités Diab sur le meurtre de Mohamed, dimanche 19 à 15 h, à la maison des enfants de Viroflay.

# le meurtrier de DIAB renvoye aux Assises

29 Novembre 1972. L'ouvrier algérien Mohammed Diab est abattu d'une rafale de mitraillette par le brigadier Marquet, dans le commissariat de Versailles. Il était allé voir sa mère à l'hôpital. Bouleversé par son état, il s'était énervé. La police arrive, l'emmène au commissariat. Sa femme et sa sœur, sachant qu'il souffrait de troubles nerveux, s'inquiètent. Elles vont au commissariat. Et c'est grâce à leur témoignage que la vérité pourra éclater : « Ils l'ont mis les mains au mur et ont commencé à le fouiller en le frappant. Il y a eu de la bagarre. On nous a alors mis dehors, mais nous avons vu par la fenêtre : Marquet a été prendre la mitraillette dans une armoire. Il a crié : « je te tue, sale race, je te tue ». Mohammed s'est levé et Marquet a tiré. Il était à trois mètres de lui ». Et pourtant, Marquet n'est pas inculpé... Une mobilisation de masse aboutit le 16 décembre 1972 à une manifestation au métro Bonne Nouvelle. Sous

cette pression, Marquet est finalement inculpé.

18 Septembre 1975. La volonté de vengeance des camarades de Diab reste. Certains témoins sont introuvables, les souvenirs des policiers se sont « estompés », le procès s'ouvre... en correctionnelle ! Car, pour le procureur, la seule faute de Marquet est de ne pas avoir porté son arme réglementaire, le pistolet. Marquet, jugé pour « homicide involontaire », échappe ainsi à la cour d'Assises.

Tout au long du procès, on évite soigneusement d'aborder le véritable problème : l'assassinat de Diab était un crime raciste, qui en suivait bien d'autres, au plus fort d'une campagne raciste soigneusement orchestrée.

La sœur de Mohammed nous disait alors : « le procès est truqué, on devine à chaque moment ce qui va se passer après. Les flics se sont arrangés, ils continuent à mentir, comme ils l'ont fait depuis le début ».

# des milliers de tonnes de fruits vont à la décharge

## LA CONFERENCE ANNUELLE AGRICOLE : RIEN QUE DES MIETTES

La cinquième « conférence annuelle » - réunion au sommet entre le gouvernement et les dirigeants des 4 organisations agricoles reconnues - a clôturé ses travaux, hier jeudi 16 octobre. Depuis des semaines, ces dirigeants et les commentateurs prédisaient des mesures exceptionnelles en faveur des paysans : en 1975, le revenu global agricole restera stationnaire et les paysans n'ont pas été particulièrement gâtés par le plan de relance (225 millions sur 30 milliards). Le gouvernement ferait certainement un effort particulier... Eh bien, le miracle n'a pas eu lieu : les résultats sont bien en-deçà des faveurs escomptées : des promesses pour les jeunes agriculteurs, une accélération des procédures d'indemnisation des calamités agricoles, la stagnation des revenus globaux... Pas de quoi pavoiser !



Des milliers de tonnes de pommes sont actuellement mises à la décharge en Provence, en raison de la surproduction, sous prétexte d'éviter l'effondrement des cours ; les pommes détruites, mises au « retrait », sont alors payées par les « fonds publics », autour de 0,30 F le kilo.

Notre correspondant, Robert Rivière a rencontré un ouvrier agricole et des paysans dans le Vaucluse.

« Les pommes, nous les détruisons sur place ; mais avant de les détruire, il faut opérer différentes tâches ; on fait

deux calibres différents : les calibres inférieurs à 55 mm sont envoyés à l'industrie pour les jus de fruit et les compotes. Le contrôleur vient sur les terres et contrôle la bonne qualité du fruit. Le contrôleur fait, nous devons vider toutes les caisses de grosses pommes au milieu de la rangée de pommiers, par terre devant le contrôleur ; ensuite nous les détruisons en y passant le giro-broyeur (appareil normalement utilisé pour briser les mottes de terre). Je t'assure que ça fait mal au cœur de voir revenir le contrôleur pour constater que tu as bien détruit la totalité des grosses pommes. »

**A combien est vendue la pomme pour l'industrie ?**

0,08 F au paysan et l'expéditeur arrive à les vendre 0,14 F. Ainsi mon patron, qui est aussi propriétaire de pommiers vend directement à 0,14 F. Cette année, les expéditeurs peuvent se faire de l'or. Le « retrait » est une excellente affaire pour eux. Un expéditeur va acheter des pommes sur le marché à un prix plus bas que celui du « retrait » et les envoi au « retrait » avec sa propre production ; ainsi, sans rien faire, il encaisse la différence. Et ils sont nombreux à le faire.

**Sur le marché à Chateaufort (Vaucluse) :**

L'expéditeur (en tournant les pommes dans les caisses) : « Combien tu en demandes ? »

Le paysan : « 0,60 F avec l'emballage ».

L'expéditeur : « Tu n'es pas fou ! »

Le paysan : « Mais comment, elles sont muries au tapis, nous devons les ramasser dans des caisses puis les étendre en tapis sur de la paille à l'ombre des cyprès, nous devons les tourner deux fois à la main avant de les remettre dans les caisses. Tu ne voudrais tout de même pas que je te les donne, non ! ».

L'expéditeur s'en va et ce paysan ne réussira à les vendre que 0,35 F sans emballage. « Il me les a prises toute la saison, je savais avant de venir sur le marché que c'est à lui que je les vendrais. Si je n'avais pas accepté ce prix, j'étais obligé de les ramener, ou de les envoyer au « retrait ». Ce jour là, comme depuis plusieurs jours, de nombreux paysans n'auront même pas une offre d'un expéditeur.

**Mais pourquoi n'envoyez-vous pas votre production directement au retrait ?**

« Ça nous écoûte de détruire notre récolte, nous voulons essayer de la vendre ; si ce n'est pas possible, alors nous irons la vider au bord de la Durance, sous les chaînes des bulldozers. Il y a aussi une autre raison : on ne peut jamais être sûr du prix du retrait, qui, en plus, ne nous est pas payé avant plusieurs mois. »

**Mais la mévente des pommes n'est pas une perte pour tout le monde ; les gros exploitants et les expéditeurs remplissent leurs chambres froides et détruisent le reste au prix fort ou les revendent au prix fort aussi l'hiver.**



## grève nationale dans les mines

## deux mineurs témoignent

Ici à Liévin, alors que les directions syndicales et le P«C»F mènent une campagne pour la « grande journée d'action du 17 » pour la « révalorisation de la profession », de meilleures conditions de travail, la relance de l'industrie minière, beaucoup de mineurs doutent de ces journées de « mobilisation ».

Ici, à Liévin, pouvez-vous nous expliquer comment les mineurs voient cette journée ?

**ROGER DE LA FOSSE 4 :** Pour moi la grève sera assez peu suivie, dans mon secteur en tout cas. Tout le monde en a marre, faire grève une journée ça ne vaut pas le coup. Beaucoup ne croient plus à l'efficacité d'une journée de grève, et même les mineurs syndiqués ne sont pas d'accord avec cette forme de mobilisation, le 23 septembre on a déjà fait grève, pour quel résultat ? Aujourd'hui il faudrait recommencer... Dans ta journée tu vas perdre de 100 F. à 250 F. et ce coup ci c'est 2 fois dans le mois. Une journée de grève ça ne fait pas de mal aux houillères. Et puis l'augmentation des salaires : d'accord ! Mais les syndicats ne se battent pas sur la question du rendement. Partir en grève pour de bon, oui, mais pour une journée, non !

— Le QDP : comment la direction syndicale a-t-elle préparé cette grève ? Quelle mobilisation a-t-il eu ?

**ROLAND :** Le syndicat ont diffusé des papiers, et le P«C»F est venu vendre « Liberté », et dans la tribune du mineur (journal de la CGT) on en parle à longueurs de colonnes. Mais c'est tout ce qu'il y a eu. Il n'y a pas eu de prise de parole des délégués, au fond ils n'ont pas mobilisé.

Le QDP : Pascal a été dessaisi du dossier de la catastrophe de Liévin, aujourd'hui il est inculpé de la violation du secret de l'inspection.

## journée d'action Rhône-Poulenc

Plusieurs milliers de manifestants devant le siège parisien de Rhône Poulenc, un des plus importants trusts français. Comme dans d'autres villes, ce jeudi les travailleurs de Rhône Poulenc manifestaient à Paris contre les licenciements et le chômage partiel. La plupart des usines du groupe Rhône Poulenc Industrie de la région parisienne (une trentaine) y étaient représentées. C'est un premier succès, beaucoup d'entreprises du groupe ont débrayé à 80%, et cette journée d'action a été précédée de multiples débrayages par services ces dernières semaines.

Gillet, le patron de Rhône Poulenc a annoncé son intention de réduire les effectifs d'un tiers soit 30 à 40.000 travailleurs. Pourtant la production reste stationnaire dans la plupart des usines. Les premières mesures de réduction de main d'œuvre ont été prises de façon camouflée : refus de reprendre les femmes qui prennent un an de congé sans solde après leur maternité, refus de réembaucher les jeunes à leur retour du service militaire. Et maintenant, pour la plupart des ouvriers, des horaires réduits à 36 heures et pour les travailleurs postés venus en normale c'est une perte

**ROLAND :** Les gars n'en parlent pas beaucoup. Pascal est bien vu des mineurs, mais tout seul il ne peut rien. On veut étouffer la vérité ? Et puis les mineurs relient ce qui s'est passé avec ce qu'ils voient tous les jours. Et l'idée qui s'en dégage c'est que dès qu'un gars veut lutter, on va le briser.

**QDP :** Pouvez-vous nous parler des conditions d'exploitation dans les fosses et de l'état d'esprit des mineurs aujourd'hui ?

**ROGER :** Question de sécurité il y a eu des améliorations, mais l'exploitation c'est pire aujourd'hui : chaque jour, quand je dévale, c'est de pire en pire, on dirait qu'ils (les Houillères) veulent que tu rentres à 4 pattes à la maison... La chaleur est intolérable, on travaille tous en maillot de corps il y a de l'air mais c'est un courant d'air chaud. Tu es trempé, tu ne peux pas faire le moindre mouvement sans suer. On dirait que tu sors de la douche. Et il faut que tu travailles 8 h là dedans. Et puis

maintenant, les porions sont plus que jamais dans ton dos, dans ma taille, il y a un maître porion, et 3 porions, pour 15 bonhommes. Avant il y avait un porion qui avait trois tailles à surveiller.

Les Houillères savent que ça sent le brûlé. S'ils mettaient un seul porion les gars ne feraient pas le rendement, parce que tout le monde en a marre. Aujourd'hui c'est toujours les mêmes méthodes de division, tu ne peux plus rien faire à la fosse. Si tu te révoltes, on t'attrape comme on choppe un lapin au collet. **ROLAND :** Moi je trouve que l'état d'esprit change un peu chez les mineurs, bien sûr il y a toujours la peur, mais je discute toujours avec mes camarades de travail, et ils écoutent aujourd'hui les explications que le Parti leur donne. Tous les jours, je leur passe le Quotidien du Peuple qu'ils lisent. Les idées, font petit à petit leur chemin, mais tout doucement. Il ne faut pas être impatient. On y arrive.

Recueilli par Loïc LE GARREC.



de 300 F. par mois.

La question qui se pose après cette première journée d'action, c'est la poursuite et l'intensification de la riposte contre les licenciements et le chômage partiel. Pour les syndicalistes que nous avons rencontré, il est possible maintenant d'unir l'ensemble des ouvriers du groupe, car la combativité est grande comme l'ont été relevés les débrayages précédents. Cette journée d'action le confirme.

## sovirel contre les licenciements et le chômage partiel

Mercredi 15 octobre, les syndicats CGT, CFTD et CGC de la Société Sovirel (verreries Industrielles) donnaient une conférence de presse à Paris, pour faire connaître et expliquer la lutte qui se mène depuis plusieurs semaines dans les différentes usines et le siège de Sovirel. (Bagneux, Châteauroux, Aniche, et Levallois).

Ils refusent les 181 licenciements annoncés par la direction américaine (Corning Glass Works), et le chômage partiel

imposé aux ouvriers. Ils dénoncent le projet de démantèlement, qui commence à être mis en œuvre par ces premières mesures et la suppression de secteurs comme la recherche.

La tactique des patrons est claire : diviser employés et ouvriers en les frappant différemment : les licenciements ne touchent pour le moment que les cadres et les « cols blancs », le chômage partiel, étant « réservé » aux ouvriers. Ils tablent ouvertement sur les contradictions violentes qui avaient existé entre ouvriers et employés, au cours de conflits comme celui de 1971.

Depuis le début du mois, débrayages, grèves, occupation, manifestations à Nevers, à Châteauroux, blocages de routes... et autoroutes se succèdent. La direction a essayé mais en vain pour le moment, de faire ordonner l'évacuation des locaux. Le lock-out, voilà une solution qui serait pour elle plus avantageuse : que des usines fonctionnent avec une production désorganisée.

Le sénateur maire de Nevers n'a trouvé qu'une solution : « Si on commençait par se débarrasser des 14 % d'immigrés ? », a-t-il proposé ! Cette réponse odieuse n'a suscité que le mépris. Les travailleurs de Sovirel poursuivent la lutte.

## ces luttes dont on ne parle pas

Des dizaines d'usines occupées, en grève, des manifestations regroupant des milliers de manifestants à Paris et en province... La classe ouvrière affirme son refus des licenciements, du chômage partiel, des bas salaires. Ces luttes sur lesquelles la bourgeoisie fait silence, montrent qu'aujourd'hui les travailleurs refusent le chantage à la crise.

Comme à Naphta-Chimie, Poulenc et Rhône-Poulenc, où, en luttant contre les réductions d'horaires, les travailleurs manifestent leur refus de faire les frais des restructurations capitalistes. Les hésitations à engager la lutte, la peur du chômage qui, il y a un an, avaient permis, dans une certaine mesure, à la bourgeoisie de faire accepter le chômage partiel, sont aujourd'hui de plus en plus largement surmontées.

Comme à Châteauroux, Nevers, Châtelleraut et des dizaines de petites villes de province, souvent avec peu de traditions de lutte, peu de travailleurs or-

ganisés dans les syndicats, où les occupations, les séquestrations, les grèves répondent aux salaires de misère, à la sur-exploitation. Il y a un an, la plupart des luttes avaient pour objectif le refus des fermetures, des licenciements. Aujourd'hui, en refusant les bas salaires, la classe ouvrière porte un coup sévère au chantage à la crise. « les patrons doivent payer », ce mot d'ordre est de toutes les manifestations.

Et, aux côtés de la classe ouvrière, ce sont aujourd'hui des milliers d'employés qui, constatant chaque jour combien leurs conditions de travail les rapprochent de celles des ouvriers, partent en lutte, notamment dans les grands magasins.

Le tableau des luttes de la semaine que nous publions, dressé avec l'aide de nos correspondants, est encore loin d'être complet témoigne de la volonté de lutte qui s'affirme aujourd'hui. Cette volonté de lutte porte en elle l'offensive ouvrière de demain.

## contre les licenciements

Occupations :

- **COMSIP** (équipement pétrolier et centrales nucléaires), une dizaine d'usines en France. Les 4 400 travailleurs refusent 450 licenciements.
- **SAPEM** (outillage électrique) à Montrillon. 60 travailleurs campent devant l'usine pour empêcher sa fermeture.
- **FRANCE ÉLEGANCE** (textile) à St-Gilles-Croix-de-Vie en Vendée. Ils sont 180 à s'opposer à la fermeture.
- **C.P.S.** (Répartition Pharmaceutique) à Chambéry. Contre la fermeture.
- **K.R.P.** (caoutchouc) à Trilport. Contre 188 licenciements.
- **BEIJAFLORE** (Chaussure) à Romans. Ils sont 48 à s'opposer à la fermeture prévue le 30 octobre.

Manifestations - débrayages :

- **SOVIREL** (verrerie) à Bagneux, Châteauroux... Contre 180 licenciements et le démantèlement de l'entreprise.
- **AIR FRANCE**. Plusieurs milliers de salariés manifestent contre des menaces de licenciements prévus pour 1976.

## pour des augmentations de salaires

Occupations :

- **ERNAULT SOMUA** (Machines outils), pour 200 F sur le salaire de base et 20 % d'augmentation du pouvoir d'achat.
- **MONOT** (Laboratoires) à Dijon. Pour 1 700 F minimum et 300 F pour tous ainsi que le 13<sup>e</sup> mois.
- **SANDAR** (Meubles métalliques) à Paris 20<sup>e</sup>. Les 70 travailleurs, en majorité immigrés, se battent pour 15 % d'augmentation.

Manifestations - débrayages - grèves :

- **AGIP** (Vins en gros) à Vincennes. Grève depuis le 7 octobre.
- **RICHES-MONTS** (coopérative laitière) à Brioude, en Haute-Loire. Les 113 travailleurs luttent pour 1 700 F minimum et les 40 h sans perte de salaire.
- **BOUZARD** (Métallurgie) à Paris 12<sup>e</sup>. Contre les salaires de misère.
- **GRANDS TRAVAUX DE L'EST** (Bâtiment) à Marseille. 500 travailleurs sont en grève pour de meilleurs salaires et contre des licenciements.

- **CAPAG CETRA** (construction du métro) à Marseille. Ils sont 600 en grève pour de meilleurs salaires et 36 h pour ceux qui font des travaux souterrains.

- **LES TUILERIES** de Leforest. Grève pour les salaires et la révision des classifications.

- **LEGRAND** (matériel électrique) à Limoges. Grève des caristes pour obtenir le statut d'O.P.

- **ATELIERS RENAULT** à Limoges. Pour des augmentations et la réduction du temps de travail. Les mécaniciens réparent gratuitement les voitures.

- **LEROY** (contre-plaqué) à Lisieux. Grève pour des augmentations et le 13<sup>e</sup> mois.

- **HÔPITAL SAINT ANNE** à Paris. Grève le 14 octobre pour une prime de 250 F pour tous.

## contre le chômage partiel

Débrayages quotidiens, manifestations à :

- **THOMSON BRANDT** et **ALFA LAVAL** à Nevers - **KLEBER-COLOMBES** à Decize - **CREUSOT LOIRE** à Imphy - **PARAGON** à Cosnes - **SICLAM** à Clamecy - **MANUFACTURE DE TABAC** à Riom - **FORGES DE GUEUGNON** en Saône et Loire - **HOOVER** (électro-ménager) à Dijon. Contre la réduction des horaires à 24 h, 180 grévistes séquestrent 4 cadres, le 10 octobre. - **SOVIREL** (verrerie) manifestations et grèves se succèdent.

## pour de meilleures conditions de travail

- **DUPRÉ** (textile) à Verdun. Grève après le suicide d'une ouvrière. Le patron lock out, les ouvrières occupent.

- **PAM** (Petits Appareils Ménagers). Débrayage d'une heure après la mort d'une ouvrière, renversée par une voiture à la sortie de l'usine.

- **RATP** à Roissy. Arrêt de travail pour obtenir que la direction chauffe les locaux. Satisfaction.

- **HÔPITAL Franco-Musulman** à Bobigny. Grève pour obtenir le chauffage des lieux de travail.

- **BRONZAÏRA** à Courbevoie. 200 travailleurs débrayent contre le licenciement d'un intérimaire pour faits de grève.

- **S.F.C.M.** (Métallurgie) à Saint-Jean-de-Ruelle. Débrayage pour la levée des sanctions contre cinq délégués CGT.



logement

# la rénovation de Paris

## " LE XIII<sup>e</sup> CE N'EST PLUS LA MEME AMBIANCE "

Plus du tiers des opérations de rénovation concernent le XIII<sup>e</sup> arrondissement, c'est le quartier qui a subi les plus grandes transformations et les plus visibles. C'est là que les conséquences pour les masses de la politique urbaine de la bourgeoisie ont été les plus graves.

C'est en 1860 que les arrondissements de la ceinture étaient rattachés à la capitale. A cette époque le 13<sup>e</sup> était déjà un quartier ouvrier et pauvre. A l'origine le numéro 16 lui avait été attribué, mais les bourgeois des beaux quartiers qui refusaient le numéro 13 « qui porte malheur » firent changer la numérotation, s'attribuèrent le chiffre 16 et laissèrent le 13 aux pauvres. Les espaces libres de cet arrondissement où on trouve encore des fermes, le cours de La Bièvre constituent un terrain favorable au capitalisme industriel en pleine expansion pour y implanter ses entreprises : teintureries, papeteries, blanchisseries, diverses fabriques, puis chemins de fer Paris Orléans, raffineries de sucre Say, Grands Moulins de Paris. La main d'œuvre nécessaire est sur place, et à mesure de l'expansion industrielle on la fait monter de province.

### LES BARRICADES DE LA BUTTE AUX CAILLES

L'urbanisme de l'époque, celle du capitalisme de libre concurrence est totalement anarchique, les propriétaires fonciers construisent en hâte et au moindre frais des immeubles bas, sans plan d'ensemble, serrés autour de cours avec au centre une fontaine pour l'alimentation en eau. La location au prix fort permet de gros bénéfices. Alors que dans le centre de Paris les travaux d'Haussmann chassent une partie de la population ouvrière, c'est dans les quartiers périphériques qu'elle vient se reloger, en particulier dans le 13<sup>e</sup>, dans le hameau pittoresque de la Butte aux Cailles.

L'habitat le plus caractéristique de l'époque c'est la Cité Jeanne d'Arc, détruite en 1934 mais dont les vieux habitants du 13<sup>e</sup> ont conservé le souvenir, c'était un des quartiers les plus pauvres, avec le taux de tuberculose le plus élevé de Paris, mais une très forte solidarité de classe unissait ses habitants, les flics s'y aventuraient rarement et à leurs risques et périls. Le 13<sup>e</sup> fut un des hauts lieux de la Commune, des nombreuses barricades y furent dressées, la Butte aux Cailles fut un des derniers îlots de Résistance contre les Versaillais.

Après la première guerre mondiale, de grosses entreprises vien-



nent s'implanter dans le 13<sup>e</sup> : Panhard, Snecma, Thomson, Philips... Les premiers logements à loyer modéré sont construits sur intervention de l'Etat pour faire face à l'accroissement de population ouvrière : ILM et HLM ; cette époque est marquée par la suprématie du capital industriel sur le capital foncier. Si les loyers contrairement à l'époque précédente sont limités, cela ne signifie pas une exploitation moins forte de la classe ouvrière mais une nouvelle répartition du profit entre propriétaires fonciers et capitalistes industriels au profit de ces derniers.

### 1954 : LE DEBUT DE LA RENOVATION

Les premières opérations de rénovation importantes débutent sous la IV<sup>e</sup> république, à partir de 1954, alors que la reconstruction consécutive à la guerre est en grande partie achevée. Sont rénovés les



### CE N'EST PAS LA DEMOLITION DES TAUDIS QU'ILS REMETTENT EN CAUSE

îlots les plus insalubres, recensés comme tels depuis le second empire ilot 13 (rue de la Glacière, rue de la Santé, Boulevard Blanqui), une forte proportion de HLM remplace les taudis, il s'agit là encore de faire pression sur les loyers qui du fait de la forte demande de logements consécutive à l'exode rural vers Paris augmentent très rapidement. En fait ces premières opérations commencent à transformer par là l'aspect de l'arrondissement considéré comme mal famé et dangereux par la bourgeoisie, autour des HLM neufs, les promoteurs vont construire des logements de plus haut standing, ce qu'ils n'auraient pu faire à proximité de taudis, cette opération de caractère dit social a donc été en quelque sorte le coup d'envoi des opérations de rénovations dans l'arrondissement.

Depuis les promoteurs sont entrés en action, bouleversant les vieux quartiers, rasant les anciens taudis, mais parfois aussi des bâtiments en bon état et élevant des tours et des blocs de bureaux ou de logements à loyers inabornables, et très peu de HLM. Tout ceci a transformé, la vie des habitants du 13<sup>e</sup>, certains ont dû partir, mais pour ceux qui ont été relogés sur place comme pour ceux qui habitent encore dans leur ancien appartement la vie a vraiment changé, ils ne reconnaissent plus dans le quartier tel qu'il est aujourd'hui ce qu'il fut jusqu'en 1960. « Ça n'est plus la même ambiance ».

### " MA FEMME ME VOYAIT ARRIVER "

Parmi ce qui a changé dans la 13<sup>e</sup> il y a et c'est le plus facile à voir, l'environnement. Ces personnes âgées, travailleurs à la retraite pour la plupart rencontrées dans un « club du 3<sup>e</sup> âge », se plaignent unanimement de ces gigantesques tours ou barres qui leur cachent le soleil et limitent leur horizon au logement d'en face. Ainsi ce vieil ouvrier qui a travaillé pendant quarante ans aux halles : « De chez moi on compte 18 tours, j'habite à côté du Parc de Choisy, avant à 8 h j'avais le soleil, maintenant il n'arrive plus que vers 10 h 30. Par les fenêtres on voyait l'Eglise d'un côté, de l'autre l'école où je suis allé, maintenant on ne voit plus rien. Ma femme me voyait arriver, le midi à travers le parc, elle savait qu'elle pouvait mettre le beefsteak sur la poêle, maintenant on ne voit que les tours ».

### 2 pièces pour 280 retraités

Quand on aborde la question des loisirs, on sent que l'on touche un problème particulièrement sensible pour ces personnes qui ont vécu toute leur jeunesse dans le 13<sup>e</sup> et qui portent une véritable passion à leur quartier. Dans le club de personnes âgées où je discute pendant plusieurs heures, j'ai toujours eu autour de moi plusieurs personnes qui sont doublement concernées par ce problème. « En tant qu'habitant du 13<sup>e</sup> et vieux, quand on est à la retraite, on s'embête, et je suis polie ! », me dit l'une d'entre elles.

Le théâtre des Gobelins qui donnait de l'animation au quartier a disparu, comme les bals dans la rue qui se tenaient à maintes occasions.

Aujourd'hui, le seul lieu où ils peuvent se retrouver et se distraire, c'est ce « club », mais il est beaucoup trop exigü : 2 pièces pour 280 personnes inscrites ! Leurs démarches pour obtenir d'autres locaux, sont restées sans succès. Ils sont conscients que la rénovation s'est faite contre eux, contre la classe ouvrière de ce « quartier rouge » ; mais ils refusent de se laisser enfermer dans l'individualisme où la bourgeoisie veut les amener, comme les autres habitants du 13<sup>e</sup> ; ils n'ont pas renoncé à la lutte, même s'ils ont encore le sentiment d'être isolés.

nisées dans le quartier, d'un foyer à l'autre ou s'entraidaient financièrement pour tenir quand la gêne se prolongeait. Le quartier vivait alors au rythme de la lutte.

### UN QUARTIER SANS VIE

Les rues étaient beaucoup plus animées, avec les petits marchés, les étalages, les petits bistros... C'est tout cela qui a changé : les grosses usines ont déménagé puis les petites, la rénovation a rasé des îlots entiers, un peu partout, ailleurs les immeubles ont été réhabilités, c'est à dire que leur loyer a été quintuplé pour la seule adjonction d'un WC., d'une douche et de l'eau chaude. En conséquence les ouvriers sont partis, les petits commerces ont fermé remplacés par des grandes surfaces ou des boutiques de luxe, la proportion de cadres a fortement augmenté. Bien que la rénovation soit loin d'être achevée, le quartier a perdu son unité, les liens de solidarité ont été brisés, il n'y a plus de vie de quartier.

### LA SOLIDARITE OUVRIERE

Mais les griefs des vieux habitants du 13<sup>e</sup> ne s'arrêtent pas là ce n'est même pas l'essentiel pour eux tous le disent ce n'est plus la même ambiance. Il n'y a plus de vie de quartier. Le caractère ouvrier c'était l'aspect le plus caractéristique de la personnalité du 13<sup>e</sup>, on était ouvrier, et fier de l'être. « Venant de Bretagne où le dimanche à la campagne, on mettait nos beaux habits, j'ai été frappée de constater que dans le 13<sup>e</sup>, les habits du dimanche pour les ouvriers, c'était les bleus propres qui allaient être portés toute la semaine ; Porte d'Italie, on voyait les ouvriers dans les cafés en bleus ». La classe ouvrière, majoritaire dans l'arrondissement imprimait sa marque à l'ensemble du quartier. Même les petits commerçants se sentaient solidaires des travailleurs, la confiance régnait, ils n'hésitaient pas à faire crédit à leurs clients en particulier quand il y avait des grèves et ceux-ci leur faisaient confiance sur la qualité de leurs produits. Dans les immeubles et les cités régnaient une véritable vie collective. Les gens allaient les uns chez les autres le soir, jouer aux cartes, discuter. Le quartier faisait presque totalement bloc dans la vie courante, et surtout quand il y avait des luttes ouvrières. Dans ces moments là tous se serraient les coudes. Des collectes étaient orga-

L'automobile et la télévision sont accusées d'avoir cassés l'ancienne ambiance, autant que le nouvel habitat. Les rues qui étaient auparavant un lieu de rencontre, de promenade parmi les étals de fruits et légumes, de fripes... se sont transformées en boulevards pour automobiles, interdits aux piétons, abrutissants et asphyxiants. La rue a cessé d'être un lieu d'animation et de vie collective. Les vieux marchés avec leurs marchands des 4 saisons disparaissent, il faut aller à Moutfétard pour en trouver, mais à quel prix ! Le soir, chacun reste devant sa télévision, au lieu de se retrouver dans la rue avec les amis, ou chez les voisins pour discuter, se divertir. Toutes ces entraves à une vie collective, ajoutées à l'exode des travailleurs ont transformé le caractère du 13<sup>e</sup>. Les distractions s'y font rares. Le week-end, c'est la ruée hors de Paris pour ceux qui le peuvent ; pour ceux qui restent, il n'y a plus de possibilité de promenade dans les environs, la campagne s'est éloignée, les champs que les plus vieux ont connu à l'intérieur même de l'arrondissement ont disparu. Il n'y a plus non plus de fêtes foraines comme autrefois où tout le quartier se retrouvait.



## DES TRAVAILLEURS DE LA SANTÉ NOUS ÉCRIVENT : voici quelques observations intéressantes.

A l'hôpital, comme dans les cabinets médicaux, nous voyons souvent des enfants avec des caries dentaires, parfois importantes. Ces caries sont des portes d'entrée pour les microbes, et les enfants peuvent faire angine sur angine, ou abcès dentaires, mais aussi comme les microbes se répandent à partir des caries, des infections intestinales, pulmonaires, du rhumatisme articulaire aigu qui peut endommager le cœur.

C'est pour cela, que les médecins conseillent aux parents de faire soigner les dents de leurs enfants, et cela rapidement chez le dentiste. Et lorsqu'on revoit les enfants, ces soins n'ont pas été faits. Il ne s'agit pas d'une négligence des parents. Le plus souvent ils répondent qu'ils ont couru des tas de dentistes et que ces messieurs ont refusé de s'occuper des gosses, sous prétexte : « que de toute façon ce sont des dents de lait, elles tomberont bien ! ». En fait, ces dents peuvent très bien mettre trois à quatre ans pour tomber, et pendant ce temps-là, les risques d'infection demeurent.

Cette attitude de certains dentistes, est dictée tout simplement par leur soif du profit. Ils préfèrent donner des soins à des adultes dont la cotation d'honoraires est beaucoup plus élevée que celle des enfants.

## " le chômage ça rend fou ! "

C'est le titre d'un article de la revue bourgeoise « Le nouvel économiste ». Et de donner des précisions intéressantes :

« Les conclusions d'une enquête du CNRS qui a pris sous la loupe 377 ouvriers victimes d'un licenciement collectif vont dans le même sens : 78 % des sujets observés étaient en bonne santé avant le drame du débâchage ; mais, aussitôt après, la majorité d'entre eux présentaient les signes d'un état anxio-dépressif et insomnique (89 %) ou encore d'anorexie (78 %) »

(l'anorexie : c'est la perte de l'appétit)

L'étude du CNRS ajoute que les troubles ne disparaissent pas, mais même parfois s'aggravent, lorsque les travailleurs retrouvent un emploi.

Et l'association américaine de psychologie déclare : « le chômage est le problème n°1 pour la santé mentale aux USA ».

Une preuve de plus, si en était besoin, que la maladie mentale est le résultat d'une maladie sociale, en l'occurrence, le chômage.

Face à cela, que font les psychiatres bourgeois ? Comme les assistantes sociales essayent de résoudre individuellement les « cas sociaux », ils essayent de convaincre le chômeur déprimé ou insomnique qu'il n'a qu'à s'en prendre à sa personnalité, à l'histoire de son enfance, etc. Ils lui donnent des calmants, des somnifères, des remontants, ou alors ils l'enferment dans un hôpital psychiatrique...

Il y a maintenant des médecins consultants attachés à des ANPE ! Écoutons celui de l'ANPE de Nanterre, le D<sup>r</sup> Leconte-Boinet :

« Le chômage est un facteur anxio-gène qui, chez les sujets « forts », ne tire généralement pas à conséquence. Chez les autres, il provoque un processus de sinistrose qui s'aggrave avec le temps, pour s'accompagner très vite de réactions psychosomatiques : migraines, amaigrissement, insomnies, etc. »

Chômeurs, vous voilà prévenus, si vous supportez mal votre situation, c'est que vous êtes « faibles » : allez vous faire soigner !

Une façon comme une autre pour la bourgeoisie de freiner la lutte collective des chômeurs, d'empêcher que se réalise l'unité populaire dans la lutte contre le chômage.

Face à cela, que faire ?

Les comités de lutte contre le chômage, qui doivent organiser la solidarité populaire pour briser l'isolement des chômeurs, pour lutter contre les expulsions, les saisies, etc. doivent également prendre en compte les problèmes de santé des chômeurs et en particulier bien montrer que les problèmes psychologiques du chômeur ne sont pas des problèmes individuels, mais des problèmes sociaux !

A ce sujet, le Comité de Liaison Santé-Travail (CLISACT), créé aux Assises sur la Santé, a décidé d'engager une enquête sur les répercussions du chômage sur la santé des travailleurs.

## feuilleton

# memoires et aventures d'un proletaire

### Résumé :

C'est une vie très dure que mènent les colons. Au lieu du « paradis » promis, c'est un travail pénible qu'ils trouvent.

Cependant ceux qui avaient de bons bœufs (et nous étions du nombre) défrichèrent leur champ. Les colons partaient le matin pour toute la journée, profitant de la pluie pour labourer. Ils pressaient les pauvres bêtes à coups de fouet ou d'aiguillon. Comme ils n'avaient pas de fourrage à leur donner, ils les laissaient paître un certain temps ; mais ces animaux étant maigres, sans force et sans appétit, se fatiguaient promptement et beaucoup de colons furent obligés de renoncer au labourage. Quelques uns d'entre eux, qui avaient quelques ressources dans leur pays, purent acheter des élèves à bon marché qui devinrent le noyau d'un troupeau, mais ces veinards étaient en petit nombre.

Tout cela n'empêchait pas le gouvernement d'avoir dépensé 50 millions pour ces colonies ; mais la classe dirigeante, exclusivement occupée du maintien de ses privilèges, ignore absolument les détails de l'emploi des fonds. D'ailleurs en envoyant ces colons en Algérie, les gouvernants ne songeaient qu'à se débarrasser des caractères les plus entreprenants, les casaniers ne sont pas à craindre, mais l'intérêt de la France était le dernier de leurs soucis.

## de Norbert Truquin

Si vous interrogiez les officiers qui font partie de l'élite de la nation, sur ce qu'ils sont venus faire en Algérie, les plus intelligents vous répondraient qu'ils n'en savent rien ; les autres vous diraient qu'ils sont venus pour civiliser les Arabes qui incontestablement sont plus civilisés qu'eux.

L'Arabe veut être libre et il comprend ce qu'il veut ; tandis que les soldats n'ont aucune idée de la liberté. Les militaires passent leur jeunesse à la caserne ou dans les camps, vivant dans une oisiveté occupée et privés des plaisirs naturels qui sont l'apanage de leur âge ; ils y perdent l'habitude du travail utile au lieu de se perfectionner dans leur profession. Et les officiers que font-ils ? Ils attendent leur retraite. Voilà ce qu'est l'armée permanente ; la partie la plus valide et la plus intelligente de la nation passe son temps à opprimer la partie la plus faible qui comprend les producteurs. Mais tout cela est parfaitement calculé, car si les soldats n'étaient pas abrutis par la discipline militaire, ils voudraient vivre indépendants et seraient les libérateurs de leurs concitoyens au lieu d'en être les oppresseurs.

J'ai déjà dit que pour suppléer à l'insuffisance de notre allocation

j'allais travailler au-dehors soit comme domestique soit sur les routes. Au commencement, le Génie nous payait 2 F par jour, mais en nous retenant 45 centimes pour la nourriture qu'il nous avançait. Les ingénieurs des Ponts et Chaussées, qui succédèrent aux officiers du Génie réduisirent notre salaire à 1,60 F, puis trouvant que nous gagnions encore trop, ils prirent un arrangement avec un entrepreneur qui ne nous paya plus que 1,40 F. Il nous fallait donc trimer en été depuis cinq heures du matin jusqu'à sept heures du soir, pour gagner cette somme ; heureusement qu'on pouvait acheter à la troupe des pantalons de coutil et des souliers à très bon marché. *Durant les sept années que je suis resté en Algérie je n'ai jamais porté qu'une veste de soldat et un bonnet de zouave.*

J'eus pourtant une bonne veine. Il vint de Paris trois ingénieurs qui avaient reçu la mission d'étudier une chaîne de montagne entre Mascara et Tlemcen ; chacun d'eux avait son domestique ; ils avaient besoin d'un garçon de confiance pour conduire leurs provisions à dos de mulet, et je m'embauchai avec eux pour 25 F par mois et la nourriture. En apprenant à cuisiner, je devins gourmand. On ne s'imaginerait pas la quantité de provisions qu'ils avaient apportées ; il y avait, entre autres, des conserves exquis, une grande variété de vins fins et des liqueurs de table.

(à suivre)

## programme

### VENDREDI 17 OCTOBRE

- TF 1**  
 18 h 15 - A LA BONNE HEURE  
 18 h 45 - POUR LES JEUNES  
 19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES  
 19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES  
 19 h 45 - LES COMPAGNONS D'ÉLEUSIS  
 20 h 00 - JOURNAL  
 20 h 30 - AU THÉÂTRE CE SOIR - « L'AMOUR DES QUATRE COLONELS » - pièce de Peter Ustinov  
 22 h 45 - LE CLUB DE DIX HEURES - émission de Luce Feyrer et Jacques Chabannes  
 23 h 15 - JOURNAL
- A 2**  
 18 h 00 - LES APRÈS-MIDI DE L'A 2  
 18 h 30 - JOURNAL  
 18 h 40 - LE PALMARES DES ENFANTS  
 18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES  
 19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES  
 19 h 45 - Y'A UN TRUC  
 20 h 30 - LA MORT D'UN TOURISTE - Feuilleton d'après Francis Durbridge  
 21 h 30 - APOSTROPHES  
 émission de Bernard Pivot  
 22 h 35 - CINE-CLUB - « LA MONSTRUEUSE PARADE » (« FREAKS ») - Film américain de Tod Browning (1932)  
 23 h 35 - JOURNAL
- FR 3**  
 18 h 55 - FLASH JOURNAL  
 19 h 00 - POUR LES JEUNES  
 19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES  
 19 h 40 - TRIBUNE LIBRE  
 19 h 55 - FLASH JOURNAL  
 20 h 00 - PROGRAMMES RÉGIONAUX  
 21 h 20 - MAIS C'EST DE L'HOMME QU'IL S'AGIT  
 22 h 05 - JOURNAL

### SAMEDI 18 OCTOBRE

- TF 1**  
 14 h 35 - SAMEDI EST À VOUS : Émission de Guy Lux et Claude Druhot  
 18 h 40 - SIX MINUTES POUR VOUS DÉFENDRE  
 18 h 50 - MAGAZINE AUTO MOTO : Émission de Jacques Bonnacarrère  
 19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES  
 19 h 45 - TAC AU TAC : Émission de Jean Frapat  
 20 h 00 - JOURNAL  
 20 h 35 - NUMÉRO UN : Eddy Mitchell. Variétés de Maritie et Gilbert Carpentier.  
 21 h 40 - PEYTON PLACE : Feuilleton américain  
 22 h 30 - CATCH  
 23 h 10 - JOURNAL et fin
- A 2**  
 14 h 05 - SAMEDI DANS UN FAUTEUIL : Émission de Jacques Sallebert  
 18 h 00 - PEPLUM : Magazine du théâtre de José Artur.  
 18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES : Jeu d'Armand Jammot  
 19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES  
 19 h 45 - Y'A UN TRUC : Jeu d'Armand Jammot  
 20 h 00 - JOURNAL  
 20 h 30 - LA MORT DU PANTIN : Dramatique de Pierre Moustier.  
 Réalisation : Yannick Andréi  
 22 h 00 - DIX DE DER : Émission de Philippe Bouvard  
 23 h 30 - JOURNAL et fin
- FR 3**  
 18 h 25 - ÉMISSIONS RÉGIONALES  
 18 h 55 - FLASH JOURNAL  
 19 h 00 - POUR LES JEUNES  
 19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES  
 19 h 40 - UN HOMME, UN ÉVÉNEMENT : les vieux.  
 19 h 55 - FLASH JOURNAL  
 20 h 00 - CINÉ 3 : Magazine préparé et réalisé par Philippe Collin  
 20 h 30 - LA FAMILLE GROSSFELDER : Film TV

### DIMANCHE 19 OCTOBRE

- TF 1**  
 17 h 20 - TERREUR DANS LE CIEL : Film TV américain. Réalisation : Bernard Kowalski.  
 18 h 45 - LES ANIMAUX DU MONDE : Émission de François de la Grange  
 19 h 15 - LES FAUCHEURS DE MARGUERITE : Feuilleton  
 19 h 45 - JOURNAL  
 20 h 30 - LE CAVE SE REBIFFE : Film français de Gilles Grangier (1961)  
 22 h 10 - POUR LE CINÉMA : Magazine de Frédéric Rossif et Robert Chazal. Réalisation : Pierre Mignot.  
 23 h 10 - JOURNAL et fin
- A 2**  
 17 h 30 - PIÈCES A CONVICTION : Jeu de Pierre Bellemare.  
 18 h 30 - SPORTS SUR L'A 2  
 19 h 20 - SYSTÈME 2 : Variétés de Guy Lux et Jacqueline Duforest.  
 20 h 00 - JOURNAL  
 20 h 30 - SYSTÈME 2 ( suite ) : Amont tour dans Paris  
 21 h 40 - LA PORTEUSE DE PAIN : Feuilleton en six épisodes d'après le roman de Xavier de Montépin. Réalisation : Marcel Camus  
 22 h 55 - JOURNAL et fin
- FR 3**  
 19 h 00 - LA CLOCHE TIBETAINE : Feuilleton en sept épisodes de Henri Viard. Réalisation : Michel Wyn et Serge Friedman  
 19 h 55 - SPÉCIAL SPORTS  
 20 h 05 - LES SECRETS DE LA MER ROUGE Feuilleton en treize épisodes  
 Réalisation : Claude Guillemot et Pierre Lary  
 20 h 30 - MOURIR POUR COPERNIC : Évocation historique de Michelle Davis, François Ray et Bernard Rothstein.



international

## ACCORD SUR LA CONFERENCE NORD-SUD ouverture le 16 décembre

La deuxième session de la réunion préparatoire à la conférence Nord-Sud a pris fin dans la nuit de mercredi à jeudi. Les participants se sont mis d'accord sur la convocation d'une conférence sur la coopération internationale, le 16 décembre ; et sur le fait de poursuivre les travaux au sein des quatre commissions.

Le désaccord sur l'attribution des commissions qui avait retardé les travaux a été résolu ainsi : d'une part, une déclaration jointe au communiqué final précise que des délégations avaient proposé d'inclure des thèmes de discussion dans les différentes commissions, d'autre part, un texte rapporte les critiques et les questions des délégations.

Ce compromis montre que les pays réunis à Paris sont d'accord pour engager des discussions mais que le désaccord reste, quant à l'objet même de ces discussions.

De la réunion d'avril qui s'était terminée sur un échec, à la réunion présente, les États Unis semblaient avoir modifié leur attitude. En avril, il sabotait purement et simplement la conférence, en octobre, ils semblent souhaiter le dialogue.

### DEUX POSITIONS DIAMÉTRALEMENT OPPOSÉES

Mais, la session de l'ONU l'avait montré et la présente réunion l'a confirmé, les propositions faites par les États Unis sont contraires aux revendications des pays du Tiers Monde.

D'un côté, les pays du Tiers

Monde exigent l'instauration d'un «nouvel ordre économique mondial». Son établissement reposerait sur de justes prix pour les matières premières exportées, dans un premier temps. Pour y parvenir, l'indexation des prix des matières premières est nécessaire.

De l'autre côté, les pays occidentaux sont plongés dans une grave crise économique, dont ils veulent rejeter le fardeau sur les pays du Tiers Monde. La lutte unie des pays du Tiers Monde pour un juste prix est l'obstacle principal à cette volonté. L'objectif est de diviser les pays du Tiers Monde.

### UNITÉ DU TIERS MONDE RENFORCÉE

La tentative occidentale de diviser le Tiers Monde ne réussit pas; au contraire les organisations de pays producteurs se multiplient, et leurs buts sont pour toutes identiques aux revendications des pays de l'OPEP. Ainsi à Paris, les pays occidentaux n'ont pu imposer leurs propositions. Dans cette situation, les pays du Tiers Monde peuvent arracher des concessions. D'un côté leur unité résiste aux pressions occidentales et principalement américaines, tandis que de l'autre les pays occidentaux sont traversés, du fait de la crise, de contradictions «qui les empêchent d'être un tout, tout en restant un ensemble où prédomine les USA» (El Moudjahid).

C'est sur cet arrière-fond, que se déroulera la conférence ministérielle du 16 décembre.

Grégoire CARRAT

# le quotidien du peuple

## en bref

ARGENTINE : L'IMPORTANCE DU 17 OCTOBRE.

Le 17 octobre 1945, le colonel Peron était libéré par un vaste mouvement de la classe ouvrière contre le gouvernement de l'oligarchie, pour la défense des conquêtes sociales (retraites, vacances, existence légale des syndicats) et l'augmentation des salaires. Il est certain que le trentième anniversaire de la libération de Peron va donner lieu à d'importantes manifestations.

Mais 17 octobre c'est aussi le jour où la présidente Peron doit reprendre ses fonctions.

S'il est certain que tous les clans péronistes s'accordent sur la nécessité d'un plan anti-subversion renforcé, des doutes subsistent quand au rôle que la présidente va pouvoir jouer après l'élimination des partisans de Lopez Rega : rôle de couverture pur et simple, dont le nom seul assurerait la tradition péroniste ou élimination pure et simple par la prolongation sine die d'un congé de maladie. Dans l'un et l'autre cas, le rôle de l'armée est appelé à grandir.

### LIGUE ARABE : VERS L'ÉCHEC DES MANŒUVRES SUR LE LIBAN.

A peine commencée, la réunion extraordinaire de la Ligue Arabe, au Caire, est menacée d'échec : le ministre des affaires étrangères d'Arabie Saoudite a brusquement quitté la conférence, sans faire de commentaire. Cette conférence vise à «internationaliser» le conflit social et politique qui oppose les phalangistes d'extrême-droite aux forces populaires musulmanes et catholiques. Cette internationalisation - réclamée par le Koweït qui propose la constitution d'une force d'intervention arabe - renforcerait le camp des féodaux et phalangistes. La Ligue Maronite a exigé que la Ligue Arabe examine «la présence palestinienne au Liban ainsi que l'intervention des Palestiniens dans les affaires intérieures du Liban, leur implantation au plus profond des régions libanaises et leur participation aux récents événements». Les moines maronites, appuyés par les phalanges, proposent une partition du Liban entre un Etat chrétien, au nord, et un Etat musulman, au sud. C'est, en d'autres termes, affirmer - comme le font les phalangistes - que la crise libanaise est confessionnelle et non économique et sociale. Or, la moitié du revenu national est appropriée par 5 % de la population (chrétiens en majorité) et l'église maronite possède le quart des terres et près de 90 % des écoles et des hôpitaux.

La conférence de la Ligue Arabe ne peut donc que masquer un peu plus la nature réelle des affrontements politiques au Liban. C'est pour cette raison que la Lybie, la Syrie et l'OLP ont dénoncé la réunion du Caire.

De son côté, Yasser Arafat a rappelé au Comité National pour le dialogue au Liban, le respect des Palestiniens pour la souveraineté du Liban «sur tout le territoire national» et a réaffirmé que l'OLP s'en tenait au accord bilatéral libano-palestiniens fixant les conditions de la présence des Palestiniens au Liban.

Camille NOËL

HONOR Y GLORIA A LOS CINCO REVOLUCIONARIOS ASESINADOS POR DEFENDER LOS INTERESES DE LOS PUEBLOS DE ESPAÑA.

NUESTRO MEJOR HOMENAJE : INTENSIFICAR LA LUCHA.

## GUERRE AU FASCISME

dimanche 19 octobre à 15 h.  
à la Mutualité  
GRAND MEETING  
DU F.R.A.P.



6 camarades du FRAP viennent d'être arrêtés près de Barcelone et sont accusés de l'exécution d'un flic le 16 septembre dernier. D'autre part, dans la région de Bilbao, 10 militants de l'ETA ont également été arrêtés pour «information et propagande en faveur de ETA».

Les six militants du FRAP risquent d'être jugés selon la procédure «sumarisima». L'instruction est réduite à sa plus

simple expression : pas de témoins, pas de prise en considération des rapports d'experts - quand il y en a ; les avocats sont commis d'office : quatre heures pour prendre connaissance du dossier, parfois sans aucun contact avec l'accusé jusqu'au procès («incommunication»). Ce sont des juges militaires triés sur le volet qui opèrent. Il n'y a guère de recours possible : ratification par le capitaine général de la province puis par le conseil des ministres. Et s'il n'y a pas de «grâce» exercée par Franco, la sentence doit être exécutée dans les 12 heures.

C'est une «sumarisima» comme celle-ci qui a envoyé nos 5 camarades à la mort. Il ne faut pas attendre que les procès soient engagés pour nous mobiliser, il faut lutter pour empêcher qu'ils s'engagent, et pour exiger la libération de tous les prisonniers politiques.

# " nous libérerons la Palestine "

FIN DU REPORTAGE DE JEAN PAUL GAY

### « ON N'OUBLIERA PAS »

1200 jeunes, garçons et filles, de 6 à 16 ans, vivant dispersés dans les pays arabes où leurs familles ont émigré, à cause de la colonisation sioniste, se sont ainsi réunis durant un mois et demi, avec l'aide du FATH.

Dans les réunions éducatives et dans toutes les discussions, ils ont appris à échanger les récits vécus de leurs familles originaires des territoires occupés en 1948 et en 1967. Les journées étaient consacrées aussi bien à l'entraînement, avec tous les types d'armes, qu'à l'Histoire, aux visites et aux soirées culturelles.

« L'évocation de l'Histoire du Peuple palestinien, nous a expliqué le responsable national des Akchbals, Abd-Es-Salam, commence par le récit de la lutte du martyr : Abd-El-Kader Hussein, dont le nom est donné au camp. Celui-ci, brillant étudiant en chimie à l'Université américaine, en 1938, refusa la licence en déclarant : le diplôme qui provient de l'impérialisme américain est un moyen détourné pour nous coloniser ! Puis il prit le maquis contre toutes les troupes anglaises et sionistes.

Ensuite, nous apprenons aux jeunes l'Histoire et la géographie de leur pays parce qu'aucun de ces enfants ne connaît son pays. Nous leur apprenons aussi l'Histoire et la lutte des peuples qui ont vaincu, qui ont mené une Révolution : le Vietnam, la Chine, la Corée... »

Aux enfants répartis en petits groupes, les moniteurs demandaient d'expliquer les slogans

tels que « Révolution jusqu'à la victoire ! » ou « Aujourd'hui le Vietnam, demain la Palestine ! », et la discussion s'engageait.

Fedayins des bases d'opérations en Palestine, anciens combattants de Jordanie torturés à Amman en 1970, fils de soldats de l'armée d'Hussein ayant rejoint la Résistance après 1971 : ce sont eux qui ont animé la vie politique et militaire du camp.



«... Après, on disait : je suis de tel endroit de la Palestine».

### « ÊTRE RESPONSABLE DE SOI-MÊME »

A la fin du camp, nous avons fait le point avec Zara Nabila, Nada Yachrouf, Mayada, Hussein, du Liban, Bilem, Bassen et Ghassan, d'Arabie Saoudite, Kamal de Damas, tous des Palestiniens âgés de 11 à 14 ans. « Qu'avez-vous appris ?

« J'ai appris l'organisation et à être responsable de moi-même. J'ai appris aussi la géographie de mon pays. »

« On a appris à se servir des armes, à faire face à l'ennemi. »  
« Nous avons visité Kuneitra détruit par les Israéliens. »  
« Le soir, il y avait des veillées où nous chantions et faisons du théâtre. Des poètes sont venus, comme Mahmoud Darwish. Une délégation chinoise

se a passé des films sur la lutte du peuple chinois. Il y avait aussi une délégation coréenne. »  
« C'est important, parcequ'ils luttent pour la libération de leur pays et nous aussi ! »

« Quels ont été vos rapports ? »  
« Au début, c'était un peu difficile, mais nous avons appris à nous connaître. Au début, on disait : « moi, je suis de tel pays »,

après, on disait : « moi, je suis de tel endroit de Palestine ». »  
« Qu'allez-vous faire en retournant dans le pays où vous vivez ? »  
« Nous allons faire connaître ce que nous avons appris. Nous allons en parler à nos familles et à tous les camarades. »

### « VENUS ICI DE LEUR PLEIN GRÉ »

Au Liban et en Syrie, dans les camps de réfugiés, l'éducation politico-militaire de la jeunesse palestinienne s'organise déjà pour le reste de l'année.

« Maintenant, il faut laisser du temps pour voir les résultats de tout cela, nous dit Abd-Es-Salam. On ne peut pas se rendre compte immédiatement. Mais, ce qui est sûr, c'est que ça restera gravé dans la tête de nos enfants parce qu'ils sont venus ici de leur plein gré, personne ne les a forcés à venir, et qu'une expérience politique et militaire comme celle-là, aucun enfant n'est prêt de l'oublier. Il faut laisser le temps et on verra ce que ça donnera. »

Avant que nous quittions ce rassemblement de la Jeunesse Palestinienne, un moniteur du camp, qui a fait plusieurs opérations militaires en Palestine, nous a dit « Faites pression sur votre gouvernement pour qu'il n'aide plus Israël, et il a ajouté, la France n'est pas un pays libéré, il faut que vous libériez la France aussi ! »

Rectificatif : Hier, la légende de la photo indiquait par erreur : « Dans un camp de réfugiés ». Il s'agissait d'une photo du camp avec les jeunes Palestiniennes.